



1^{ER} Mai : Ni actionnaires, Ni réactionnaires.

Le 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses, doit permettre à ces dernier-es de rappeler qu'ils et elles luttent depuis des siècles pour s'organiser et conquérir de nouveaux droits. Le patronat et les gouvernements à sa solde mettent tout en œuvre pour détruire les conquits sociaux gagnés par la grève et l'action collective.

Ainsi, cette année le 1^{er} mai doit être l'occasion de rappeler le droit des travailleurs et travailleuses à se constituer en syndicats pour faire valoir leurs revendications. Alors que les attaques se multiplient contre les locaux syndicaux, avec des mises en demeure de payer des loyers exorbitants ou des expulsions, l'État va plus loin en cherchant à criminaliser l'action syndicale. Après les multiples mises en garde à vue et/ou examen de syndicalistes, le plus souvent de la CGT, à l'occasion de la lutte contre la réforme des retraites, ce sont désormais les prises de position en faveur de la paix en Palestine et

s'appuyant sur le droit international qui sont attaquées avec des accusations d'apologie du terrorisme. Partout nous devons donc réaffirmer que les libertés de s'organiser, de se syndiquer, de manifester, de s'exprimer, de revendiquer sont garanties par la Constitution et qu'il faut les faire vivre.



Les conflits militaires se multiplient dans le monde (Palestine, Ukraine, Haut Karabagh, Ethiopie, etc.), les uns mis en exergue, les autres passés sous silence selon que leur visibilité serve ou non le capitalisme, engendrant des centaines de milliers de mort-es, très majoritairement dans les populations qui n'ont jamais souhaité la guerre. Ils permettent aux grandes puissances de se réarmer



massivement (hausse des budgets militaires de 58 % en 2 ans pour les pays de l'Union Européenne) et à la France de passer au 2^e rang des pays exportateurs d'armes. Alors que la Cour Internationale de Justice dénonce un risque de génocide, l'UD CGT se mobilise pour défendre le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à vivre dans la paix. Que ce soit en Ukraine ou Palestine, l'UD CGT revendique un cessez-le-feu immédiat et durable, avec la fin de la colonisation et le retrait des armées des territoires occupés et à terme une paix juste et durable.

Alors que depuis des mois les travailleurs et travailleuses doivent faire face à l'inflation, le

patronat et le gouvernement refusent d'augmenter les salaires de manière

significative et de les indexer tous sur l'augmentation des prix. Ainsi, les *minima* de nombreuses branches sont encore en dessous du SMIC malgré les promesses de Macron, le point d'indice de la Fonction publique est de nouveau gelé, les pensions de retraite sont toujours insuffisamment revalorisées. Et les annonces du gouvernement ne feront qu'empirer les choses : nouvelle réduction des droits à l'assurance chômage, projet de baisse des droits collectifs à l'automne avec



une nouvelle loi Travail, coupes budgétaires massives dans les services publics, passage en force sur les accords de libre-échange, etc. Depuis plusieurs semaines, on voit dans le département ce que donne l'amplification de la chasse aux sans-papiers voulue par Darmanin, avec des dizaines de familles menacées d'être exclues des hébergements d'urgence.

L'environnement est lui aussi sacrifié puisque les normes de protection de la santé et de la nature sont attaquées comme les normes sociales. En parallèle, les puissants se portent de mieux en mieux : les entreprises du CAC40 ont versé 97,1 milliards d'euros à leurs actionnaires cette année ! Et que dire du salaire du patron de Stellantis qui atteindra 36,5 millions d'euros pour l'année 2023 !



La CGT revendique une hausse immédiate du SMIC à 2000 € brut, des *minima* sociaux, du point d'indice de la Fonction publique, des retraites et l'obligation pour les entreprises d'augmenter l'ensemble des salaires. Un récent rapport des services statistiques du Ministère du Travail confirme que les salaires sont plus élevés dans les entreprises où il y a des grèves. Or, il est plus difficile de faire des propositions ou se mobiliser lorsqu'il n'y a pas de syndicat dans l'entreprise. Donc, nous devons gagner la création de syndicats CGT dans les entreprises et services, au plus près des travailleurs et travailleuses.

POUR LA PAIX ET LA JUSTICE SOCIALE, POUR PORTER LES REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DANS ET HORS TRAVAIL, POUR EXIGER QUE LES RICHESSES PRODUITES PAR LE TRAVAIL REVIENNENT A CELLES ET CEUX QUI LES CREENT L'UD CGT APPELLE A PARTICIPER AUX MANIFESTATIONS SUIVANTES :

- **Romorantin** : 10h30 à la Halle
- **Vendôme** : 10h Lycée Ronsard puis fête de la CGT à la Plaine des Rottes à partir de 14H00.
- **Blois** : 10h30 à la Préfecture avec un barbecue revendicatif à l'issue de la manifestation.